



RAPPORT ANNUEL du Comité Conjoint de Pilotage de la République de Guinée

Résumé Exécutif

But: Examen stratégique de l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan Prioritaire du PBF (PP)

Date de démarrage du Plan : 2011

Date prévue de fin du Plan (originelle): 2014

Date actuelle de fin du Plan : 2015

Année du rapport : 2013

Date du rapport: Décembre 2013

Approuvé par les Co-présidents du Comité Conjoint de Pilotage :

Signature des Coprésidents: _____

Date: _____

PROGRES FINANCIERS

État d'avancement des allocations budgétaires du Plan Prioritaire (PP) et des dépenses. Décembre 2013

Résultats du PP	Fonds du PBF approuvés (par résultat du PP)	Fonds du PP alloués par MPTF aux agences individuelles de l'ONU (par résultat du PP)	Fonds dépensés/ exécutés par des agences individuelles de l'ONU (par résultat du PP)
Résultat 1 : <i>La gouvernance du secteur de la défense et de la sécurité est renforcée et définie par un cadre juridique et législatif conforme aux standards internationaux avec des mécanismes de contrôle et de supervision démocratiques fonctionnels</i>	\$11 224 756,29	PNUD : \$10 144 056,29 UNFPA : \$421 045,00 UNICEF : \$349 355,00 UNHCHD : \$310 300,00	PNUD : \$8 077 092,45 (71%) UNFPA : \$239 995,65 (57%) UNICEF : \$199 132,35 (57%) UNHCHD : \$217 210,00 (70%)
Résultat 2 : <i>L'environnement socio-politique est inclusif et participe à favoriser l'enracinement du respect de l'État de Droit grâce aux mécanismes de prévention et de résolution des conflits appropriés au niveau local et national</i>	\$10 742 423,67	PNUD : \$6 856 013,47 UNFPA : \$100 140,00 UNESCO : \$743 650,00 UNICEF : \$400 180 UNHCDH : \$333 425,20	PNUD : \$6 453 527,85 (94%) UNFPA : \$100 140,00 (100%) UNESCO : \$230 638,50 (27%) UNICEF : \$400 180 (100%) UNHCDH : \$325 975,20 (98%)
Résultat 3 : <i>Les Jeunes et les Femmes à risque d'instabilité ont accès aux opportunités d'emploi dans les secteurs porteurs identifiés</i>	\$3 426 912,00	PNUD : \$500 000,00 UNFPA : \$380 000,00 UNICEF : \$1 326 912,00 ONUDI : \$900 000,00 PAM : \$320 000,00	PNUD : \$500 000,00 (100%) UNFPA : \$380 000,00 (100%) UNICEF : \$854 677,50 (65%) ONUDI : \$900 000,00 (100%) PAM : \$320 000,00 (100%)

Les taux d'allocation global des fonds et des dépenses du Plan Prioritaire sont satisfaisants.

PROGRES & RESULTATS DU PP

Le Plan prioritaire dans sa vision « » à considérablement contribuer au renforcement de la paix et de la cohésion sociale, notamment, à travers le financement de projets électoraux (Recoppel, formation des ABV, Facilitation internationale, monitoring des élections, FOSSEL, Dialogue/apaisement), l'accompagnement de la RSS (mise à la retraite de 3928 militaires, renforcement du contrôle civil et démocratique des FDS et appui stratégique à la RSS) et l'appui à l'insertion des jeunes et des femmes.

De manière globale, le PP à travers ses trois (3) domaines prioritaires a produit des résultats satisfaisants et a induit des effets catalytiques assez importants qui contribueront au développement socioéconomique de la Guinée.

Domaine RSS : Les projets et programmes développés dans ce domaine ont permis de renforcer la gouvernance du secteur de la défense et de la sécurité et aussi d'enclencher le processus de contrôle civil et démocratique des FDS.

Ce domaine à contribuer de manière significative à l'atteinte des résultats stratégiques suivants :

- La gouvernance du secteur de la sécurité est sur la voie d'être restaurée grâce à la vulgarisation des textes et à la normalisation des règles de fonctionnement et des principes généraux de gestion des RH sont définis et un système moderne de gestion est instauré ;
- 3.928 militaires sont effectivement mis à la retraite réduisant ainsi les charges budgétaires de l'État guinéen ;
- La mobilisation des acteurs essentiels pour le processus de contrôle civil et démocratique des FDS, notamment, le parlement, les ministères du budget et des finances, les organisations de la société civile y inclut le milieu universitaire ;
- La prise en compte des questions VBG et de genre dans la RSS, spécifiquement au niveau des services de sécurité porté essentiellement par les hauts cadres du sous-secteur ;

Quelques problèmes rencontrés et mesures rectificatives :

- Retard dans le démarrage de certains projets en raison de la lourdeur administrative des agences et de l'administration publique ;

- L'allègement des procédures administratives et financières des agences du SNU dans le cas des projets PBF, notamment, les "Quicks impacts"
- Instauration de la stratégie de faire faire par l'implication des OSC dans la mise en œuvre des activités communautaires.

Budget alloué/budget dépensé (taux) : \$11 224 756,29 alloué contre \$8 733 430,45 dépensé, soit 78%.

Domaine Réconciliation Nationale : ce domaine, en plus des projets programmés dans la première phase du PPCP1, a contribué à la prévention des conflits électoraux par l'accompagnement de six (6) projets électoraux, ce qui a positivement impacté l'environnement sociopolitique en favorisant l'organisation des élections législatives inclusives et apaisées.

Quelques résultats clés :

- L'unité nationale et la citoyenneté sont renforcées à travers le renforcement de capacités des OSC sur le dialogue, la prévention des conflits et les questions spécifiques de justice transitionnelle ;
- Le scrutin législatif est déroulé sans enregistrer aucun cas de violence pré et post électoral ;
- Un pacte national de convergence et de stabilité sociale est élaboré, adopté et diffusé par le parlement outillant ainsi le pays d'un outil inédit de régulation des tensions sociales et de prévention des conflits à travers le dialogue social ;
- Les élections législatives de 2013 sont sécurisées et crédibilisées à travers la dynamisation de la FOSSEL et le renforcement du dialogue politique ;

Quelques problèmes rencontrés et mesures rectificatives :

- Retard dans le démarrage de certains projets en raison de la lourdeur administrative des agences et de l'administration publique ;
- Le contexte électoral souvent tendu n'a pas permis de lancer le processus de la consultation nationale pour la réconciliation nationale ;
- L'allègement des procédures administratives et financières des agences du SNU dans le cas des projets PBF, notamment, les "Quicks impacts"
- L'organisation des réunions d'orientation entre les acteurs à travers les formations sur la justice transitionnelle en direction des OSC sur l'initiative du HCDH ;
- Le renforcement de la coordination des agences et autres intervenants dans le secteur à travers une plus grande responsabilisation du HCDH comme leader et l'institutionnalisation de la plateforme des acteurs de la paix ;

Budget alloué/budget dépensé (taux) : \$ \$8 433 408,67 alloué contre \$7 510 461,55 dépensé, soit 89%.

Domaine Emploi des jeunes et des femmes : ce domaine a favorisé l'accès à des opportunités d'emploi dans les secteurs porteurs pour les Jeunes et Femmes à risque d'instabilité. Cela a permis d'éloigner les jeunes et les femmes du champ de la violence.

Quelques résultats clés :

- 3950 jeunes et femmes sont employés et suscite l'espoir chez d'autres jeunes et femmes ;
- 2 073 jeunes vulnérables ont bénéficiés de fournitures, tenues scolaires, d'appui alimentaire et de prise en charge psychosocial guidé par des animateurs sociaux.
- 730 jeunes sont diplômés, et arrivent sur le marché de l'emploi guinéen ;
- 210 espaces assainis et aménagés ;
- Les jeunes et femmes bénéficiaires des projets sont à l'abri des manipulations et n'ont pas participé à des violences dans les manifestations ;

Quelques problèmes rencontrés et mesures rectificatives :

- Retard dans le démarrage de certains projets en raison de la lourdeur administrative des agences et de l'administration publique ;
- Travailler avec les structures techniques déconcentrées en relation avec les services centraux et la mise en place d'un mécanisme de suivis rapprochés des activités de terrain.

Budget alloué/budget dépensé (taux) : \$3 426 912,00 alloué contre \$2 954 677,50 dépensé, soit 86%.

Globalement, la mise en œuvre du PP en 2013, a permis spécifiquement l'organisation d'élection législative inclusive et apaisée et le renforcement du processus de réforme du secteur de la sécurité, contribuant ainsi à la consolidation de l'environnement sécuritaire, de la stabilité politique et sociale et à la Paix.